



**LE PUY-EN-VELAY LE SPF ET  
LES ALLOCATAIRES DU RSA  
CONTRE LES PRÉJUGÉS**



**MALI** De nouveaux puits et  
des cours d'alphabétisation  
pour les femmes de Yélimané



# CONVERGENCE

MENSUEL DE LA SOLIDARITÉ ÉDITÉ PAR LE SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS • février 2012 N° 322. 1 euro

## EUROPE

# L'aide alimentaire, une question de survie



**DON' ACTIONS 2012** Pour donner au SPF les moyens de sa mission, p. 4

# Pour vous, l'électricité est un bien essentiel. Pour nous aussi.

---

L'électricité est un bien de première nécessité. Chez EDF, nous pensons que notre mission est de permettre au plus grand nombre d'en bénéficier. Alors, chaque année, plus d'un million de familles ont accès au tarif social de l'électricité ou à des solutions d'accompagnement personnalisées. 350 conseillers solidarité et 5 500 conseillers clients y travaillent au quotidien.

[Plus d'informations sur edf.com](https://www.edf.com)



## 4/5 CAMPAGNE

### Don'actions 2012, la solidarité gagnante

*Aguerris ou inexpérimentés, les bénévoles marseillais se lancent dans la grande collecte annuelle du SPF ! Les dons recueillis permettront d'améliorer la qualité de la solidarité.*



## 6/7 AGIR/FRANCE

### La vie au RSA sous le regard d'autrui



## 12/13 AGIR/MONDE

### De l'eau pour les jardins maraîchers au Mali

## 9 RICARDO

### Un dramaturge engagé auprès des exclus



## 10 PRESSE RÉGIONALE

### De « Ouest-France » au « Courrier du pays de Retz », la presse suit le SPF

## 14/15 DOSSIER

### AIDE ALIMENTAIRE : L'Europe tourne le dos aux précaires

*La fin de la distribution des stocks agricoles communautaires est prévue pour 2014. Les associations pressent Bruxelles d'assurer la sécurité alimentaire des plus pauvres.*



## 17 Bénévoles et bénéficiaires font front

*À Poitiers, les personnes accueillies par le SPF ont manifesté avec les membres de l'association pour le maintien du programme européen d'aide alimentaire.*

## 18 À table et bon appétit !

*Les bénévoles de Nantes goûtent la nourriture provenant des stocks de l'Union européenne. Grâce à ces contrôles, ils prennent mieux soin des personnes accueillies.*

## 19 TÉMOIN

### Gérard Le Puill

*Pour ce spécialiste des enjeux agricoles, les politiques suivies en Europe vont placer les prix de la nourriture hors de portée d'un plus grand nombre de gens.*

## 20 VU

### La fête au menu des SDF de Paris

## 22 TRIBUNE

### L'amitié pousse dans le jardin

*Avec l'association des Planteurs et Amis de la citrouille*

## 23 ZOOM

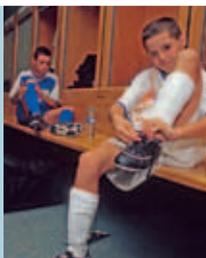
### « Photographies à l'œuvre » Henri Salessse



Dans le prochain numéro

### DOSSIER sport et solidarité

*L'univers sportif ne se résume pas qu'à la compétition et aux contrats publicitaires. Sur le terrain, des bénévoles de renom se dépensent pour une pratique du sport associant le partage et l'entraide.*



Laurent Pennec

[www.secourspopulaire.fr](http://www.secourspopulaire.fr)

Ce numéro comporte un supplément « Convergence bénévoles » de 16 pages placé en 4<sup>e</sup> de couverture sur 75 000 exemplaires de la diffusion en France métropolitaine.

# COURRIER

## Fière de donner

*Nadia, Gagny (Seine-Saint-Denis)*

Je vous remercie de faire paraître tout vos témoignages et vos actions dans *Convergence*. Je suis au chômage et je bénéficie d'aides sociales. Pour autant, je suis fière d'être bénévole au Secours populaire. J'ai fait un don d'un montant de 15 euros suite à l'appel d'urgence « distributions alimentaires » pour toutes les personnes qui dorment dehors l'hiver, parce qu'il n'y a peut-être pas de place pour elles dans les établissements, ou bien parce qu'elles ont peur d'y aller et de se faire voler leur affaires personnelles ou leur RSA. Je ne vis pas dans le luxe, loin de là, mais je suis très fière de faire ce don. Personne n'est à l'abri de quoi que ce soit. Je ne peux pas ignorer la misère.

## Dépendance et augmentations

*Georges Bouthier, Faches-Thumesnil (Nord)*

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai pris connaissance de votre article du numéro 320 de *Convergence* qui expose avec clarté et précision les problèmes liés à la dépendance des personnes âgées. L'accroissement annuel de 1% du nombre de ces personnes jusqu'en 2040 dont vous faites état a retenu mon attention par rapport aux 5% d'augmentation annuelle de ma cotisation due à l'allongement de l'espérance de vie, et appliquée le 8 décembre 2010 par Malakoff Médéric sur l'assurance à laquelle j'ai souscrit en mars 1999. L'application des 5% d'augmentation annuelle correspondrait à un doublement du nombre de personnes dépendantes en 2024 contre 16% seulement à cette date en suivant vos prévisions de 1%. Ce taux d'accroissement devrait être défini officiellement par un organisme d'État. Cela éviterait de constater l'existence de telles différences d'appréciation qui permettent à l'assureur de justifier des augmentations qui me semblent nettement excessives.



## RÉAGISSEZ

Adressez vos courriers à *Convergence*.

Secours populaire français

9-11, rue Froissart

75140 Paris Cedex 03

ou envoyez vos messages sur Internet : [convergence@secourspopulaire.fr](mailto:convergence@secourspopulaire.fr)



« Quand les gens nous voient agir, ils se rendent mieux compte des actions que nous menons. »

*Les bénévoles, et les enfants Copains du monde, sont venus nombreux à la réunion d'information sur le Don'actions organisée au siège du Secours populaire marseillais.*

CAMPAGNE

## Mobilisation pour une solidarité gagnante

### La grande tombola qui joint l'utile à l'agréable

Mardi 18 janvier, le Secours populaire des Bouches-du-Rhône, dont les locaux sont situés dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Marseille, lançait officiellement sa campagne pour le Don'actions\*. Comme chaque année, cette grande initiative qui démarre

en janvier donnera au SPF des ressources supplémentaires, nécessaires à l'accomplissement de sa mission. L'argent ainsi collecté permet d'assurer, pour partie, les frais de fonctionnement de l'association : loyers des locaux qui abritent les permanences

d'accueil et de solidarité, gestion des centrales de collecte, achat de camions ou d'équipements frigorifiques, etc. Chaque ticket, vendu deux euros, permet en outre de participer à plusieurs tirages au sort : le tirage national aura lieu le 30 mars 2012 en présence

des personnalités qui soutiennent le Don'actions (Ariane Ascaride, Cali, Lââm...). Il ne reste plus qu'à démarcher et convaincre le public. C'est la grande affaire des bénévoles et ceux-ci étaient justement conviés à une réunion d'information au siège du SPF marseillais. La matinée était animée par Jean-Pierre, responsable de la commission «entreprise», chargé notamment de trouver des correspondants du SPF dans les entreprises, tout en les incitant à participer finan-

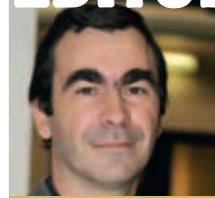
## Recherche d'un nouveau siège pour le SPF

« Nous avons commandé 1500 carnets de Don'actions; nous en avons vendu 1200, l'an passé. Chaque comité a, en général, un objectif précis pour utiliser les dons qu'il va récolter : acheter une camionnette, un congélateur ou des étagères pour aménager ses locaux », détaille Sonia Serra,

secrétaire du SPF de Marseille qui, pour sa part, comptait au départ investir dans un camion. Mais une généreuse donatrice a récemment devancé l'appel et a fait un don de 15 000 euros, permettant cet achat, avant le lancement de la campagne. « Nous provisionnerons l'argent que nous allons

recueillir, car nous sommes à la recherche de nouveaux locaux », ajoute la responsable. Le hangar prêté pour le moment au SPF par le Port autonome de Marseille devrait prochainement disparaître. Le SPF des Bouches-du-Rhône, qui aide chaque année quelque 18 000 familles, est ainsi à la recherche d'un

nouveau siège et d'un entrepôt, situé si possible dans le centre de Marseille, tout en permettant un accès facile aux camions. « C'est un peu la quadrature du cercle, mais on va y arriver et on devrait - dès que l'on aura fait cette acquisition - bénéficier en plus d'une subvention d'équipement du conseil régional et du conseil général », précise Sonia Serra.



**Thierry ROBERT,**  
secrétaire  
national du SPF



## On compte sur vous

Association de collecte, le SPF organise des campagnes permettant à chacun de contribuer à la solidarité populaire. Nous comptons donc sur vous pour participer au Don'actions, seule campagne qui permet intégralement de financer l'organisation et la vie de l'association. Nous avons d'autant plus besoin de moyens financiers que, face au « raz-de-marée » de la misère, en France et dans le monde, les bénévoles du SPF cherchent à améliorer leur pratique. Pour cela, il faut des locaux décents, des outils adaptés à la bonne gestion. Les amis dévoués souhaitent avoir accès à des formations, mieux connaître les dispositifs permettant de bien accompagner les personnes accueillies. Les collectes populaires préservent l'indépendance de l'association et renforcent ainsi son rôle d'aiguillon indispensable pour exiger des pouvoirs publics le maintien des dispositifs d'aide à la vie associative. Le maintien du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) assuré jusqu'en 2014, grâce au combat acharné des associations, ne doit pas s'arrêter dans deux ans. Nous comptons, là aussi, sur vous pour multiplier les initiatives permettant de faire savoir que, si ce plan est supprimé, il privera les plus défavorisés de la moitié de l'aide alimentaire distribuée par les bénévoles.



Photos Eric Prinvault

cièrement. Les bénévoles sont venus nombreux pour savoir comment la campagne va s'articuler. Pour certains, c'est une première. Patrick, récent retraité et tout frais bénévole, a « envie de se rendre utile » et dit être venu là pour apprendre, « car je ne suis pas rompu à ce genre d'exercice ». Et puis il y a les plus aguerris, comme Linda, qui a déjà commencé le travail de terrain : « J'ai vendu 15 carnets en sollicitant les commerçants de mon quartier. Je vais également me rendre dans les vide-greniers de la région. »

### Ensemble, partout

Présence, c'est le maître mot de cette campagne. « Il nous faut être présents partout, mais aussi démultiplier les lieux d'aide. Car quand les gens nous voient agir, ils se rendent mieux compte des actions que nous menons », assure Sonia Serra, la secrétaire du SPF des Bouches-du-Rhône, dont la commission « jeune » va prochainement organiser un événement festif – une « geek party » – pour attirer des jeunes

et en profiter pour les sensibiliser aux actions du Secours. Saliha, bénévole depuis 2002 a, quant à elle, une idée : aller dans les maisons de retraite, « car les personnes âgées sont toujours contentes de faire le bien, d'aider les autres ». Elle en est persuadée, « c'est le contact humain qui est déterminant, car les affiches ne font pas tout ». Marie-Rose, responsable du comité de Saint-Martin-de-Crau, a déjà diffusé 20 carnets et ne compte pas s'arrêter là, soulignant que dans sa commune, « les gens sont plutôt solidaires. Je vais même en proposer à Michel Vauzelle (le président du conseil régional), qui viendra prochainement », lance-t-elle avec un grand sourire.



Un sourire que l'on retrouve sur les visages d'un petit groupe de jeunes filles. Âgées d'une quinzaine d'années, elles viennent d'effectuer un stage de trois semaines au sein du SPF. « Nous avons travaillé ensemble sur la campagne, en confectionnant des affiches et en téléphonant pour battre le rappel des bénévoles. Nous avons aussi contacté des grandes surfaces, afin d'obtenir l'autorisation d'y organiser des ventes de carnets », explique Malika, 15 ans. Sa copine Sarah, elle aussi enchantée par cette expérience, admet pourtant avoir éprouvé des difficultés lorsqu'il s'est agi d'aller solliciter les gens dans la rue. « Nous avons essayé pas mal de refus, on voit que c'est la crise », souligne-t-elle. Pour Sonia Serra, il ne faut pas non plus hésiter à proposer au moins un ticket aux bénéficiaires du SPF, qui ont ainsi l'occasion de concourir au tirage au sort, et surtout de participer à l'amélioration de la solidarité. ■ Daniel Georges

\*[www.donactions.fr](http://www.donactions.fr)

# Les précaires refusent de porter le poids des préjugés

**LE PUY-EN-VELAY.** « Profiteurs ». « Tricheurs ». « Fraudeurs ». En plus des difficultés de la vie quotidienne, les personnes qui perçoivent des revenus sociaux subissent la montée des discours négatifs à leur égard.

Marie profite d'un moment de répit avec sa fille et son fils.



Jérôme Deva

« Nous sommes inquiets de l'image des allocataires du revenu de solidarité active (RSA) qui est propagée. Ils sont à nouveau décrits comme des profiteurs », indique Suzanne Romand, secrétaire générale du SPF de Haute-Loire. Dans ce petit département du sud de l'Auvergne, 4 000 foyers vivent grâce à ce dispositif. Les stéréotypes sont souvent portés par les pouvoirs publics. Ils peuvent aussi être entendus dans la rue et même repris, de temps en temps, par des personnes qui reçoivent des aides sociales.

Aurélië est « angoissée en permanence par la prochaine facture à payer », car son RSA ne suffit pas à subvenir à ses besoins et à ceux de ses trois enfants. Lorsqu'elle vient une fois par mois au SPF du Puy-en-Velay chercher de la nourriture, la jeune femme prend soin de préciser : « Je n'abuse de rien : je ne vois jamais l'assistante sociale et ne fais pas le tour de toutes les associations. »

Aurélië ne connaît pas Marie, elle aussi mère célibataire. « Depuis quelques mois, je vais chercher de la nourriture et des vêtements chez plusieurs associations et au Centre d'action sociale de ma commune. Si je le fais, c'est que j'en ai besoin pour mon fils et sa petite sœur », souligne cette dernière. Marie habite dans la deuxième ville du département, Monistrol-sur-Loire, et a arrêté de travailler il y a quatre ans, lorsqu'elle était enceinte de son

premier enfant. Auparavant, elle avait enchaîné les postes d'intérimaire, au restaurant ou à l'usine.

## Des aides indispensables

La séparation d'avec son compagnon, en juillet dernier, a déstabilisé une situation déjà précaire. Le temps d'actualiser sa situation auprès de la Caisse d'allocations familiales (CAF), qui verse les aides sociales, Marie n'a pas pu payer son loyer pendant deux mois. « Depuis, tout s'est détraqué, confie-t-elle. Cet automne, je n'allais pas encore au SPF. J'ai dû vendre un meuble de cuisine. » Celui-ci a laissé une grande place vide dans un appartement où la plupart des meubles ont été donnés par des amis. Son réfrigérateur, son matelas posé à même le sol et sa machine à laver ont été achetés à crédit. « La télévision à écran plat, je l'avais avant. Quand tout allait bien », se défend-elle.

La confrontation avec les préjugés fait autant partie du quotidien des précaires que les privations et l'inquiétude du lendemain. Alfredo vit seul au Puy-en-Velay. Sa petite entreprise de commerce d'artisanat colombien a fait faillite. Il vit du RSA en attendant de retrouver un emploi : « J'ai été surpris du regard sévère de certains de mes amis. J'ai dû leur expliquer qu'il y a très peu d'offres de travail. » Cela n'étonne pas Marie, qui est souvent

## Emplois et formations absents du RSA

Le revenu de solidarité active (RSA) est perçu par 1,9 million de foyers. Censé favoriser le retour à l'emploi, il remplace, depuis juin 2009, le revenu minimum d'insertion (RMI). Soupçonnés de ne pas tout faire pour retravailler, 400 000 allocat-

aires du RSA vont se voir proposer de nouveaux contrats de travail d'intérêt général, de 7 heures par semaine, moyennant 130 euros par mois. Ce montant s'ajoutera aux 467 euros perçus dans le cadre du RSA par une personne seule qui ne

dispose ni d'un emploi ni d'aide au logement. Les discours culpabilisateurs ne prennent pas en compte le manque d'emplois disponibles. « C'est particulièrement vrai en Haute-Loire. Toutes les personnes que nous accueillons nous

le disent. Comment voulez-vous faire s'il n'y a pas d'embauches ? », estime Serge Boissy, du SPF du Puy-en-Velay. Ainsi, Aurélië, Vanessa, Marie et Alfredo (voir ci-dessus) préféreraient subvenir à leurs besoins en travaillant, plutôt que

de vivre du RSA. Leurs recherches d'emploi sont rendues plus difficiles par leur faible niveau de formation. Or, le dispositif du RSA n'a proposé une formation ou une aide directe à la recherche d'emploi qu'à la moitié des allocataires, selon le Comité national d'évaluation du RSA.

confrontée aux jugements à l'emporte-pièce : « Cela vous tombe dessus à n'importe quel moment : dans la rue, en famille... Il n'y a jamais de répit. » Récemment, elle a acheté des couches et du lait pour sa fille avec les bons d'une association. À la caisse de la supérette, Marie a entendu une cliente la désigner à ses enfants comme une « profiteuse ». « D'habitude, je suis forte, mais là j'ai eu les larmes aux yeux, souffle-t-elle avec colère. Je me sens déjà coupable d'être dans cette situation... »

### Les allocataires du RSA sont souvent contrôlés

Difficiles à entendre au quotidien, ces remarques deviennent insupportables lorsqu'elles sont véhiculées dans les discours publics par des personnes dont la situation est bien établie. Chez Marie, cela engendre de la colère : « Qu'ils nous laissent tranquilles ! Les gens simples, nous avons l'habitude de nous mettre à la place des autres. Quand il y a une collecte, je suis la première à donner... Les riches, eux, font rarement des efforts pour nous comprendre. » Pour Marie, Aurélie et Alfredo, leur véritable situation n'est pas vraiment connue des gens qui les jugent. « Il suffirait qu'ils vivent un mois comme nous. Cela leur ouvrirait les yeux », avance Aurélie.

La pression exercée sur les allocataires de revenus sociaux est renforcée par des contrôles multiples et parfois brutaux. En juillet dernier, Vanessa a dû prouver sa bonne foi : « Je n'ai reçu mes allocations qu'à la fin du mois. Une fois que tout a paru clair pour la Caisse d'allocations familiales. Pendant 15 jours, j'ai dû me débrouiller grâce à l'aide d'amis et de ma mère. » Pourtant, Vanessa, avec ses deux enfants, vit sous le seuil de pauvreté dans son village, à l'écart du Puy-en-Velay. En arrêt longue maladie, elle percevait 1 200 euros par mois entre les indemnités journalières, les allocations familiales, le RSA et les aides au logement. Cela ne suffit pas toujours pour que la famille puisse se chauffer correctement. La jeune femme va régulièrement chercher de l'aide au Secours populaire où elle trouve, en plus, du réconfort. Enfin un lieu où les précaires ne sont pas jugés. ■

Olivier Vilain



SPF 51

## Nombreuses initiatives pour le Don'actions 2012

### COLLECTE SOLIDAIRE.

Commencée début décembre, et soutenue par 50 personnalités du spectacle et du sport, la quatorzième édition du Don'actions continue. De nombreuses manifestations sont organisées jusqu'à la fin du mois de mars. À Reims, les bénévoles du SPF ont fait 20 heureux, le samedi 7 janvier, en procédant à un tirage au sort exceptionnel sur la scène du Parc des expositions, devant un public de 2 500 retraités. Ces derniers étaient réunis, dans le cadre du « repas des aînés » du Centre communal d'actions sociales, pour voir et écouter le

spectacle de Michel Fugain. Bilan : de la bonne humeur et près de 500 tickets Don'actions achetés. Sur la côte atlantique, à Saint-Hilaire-de-Riez, les bénévoles vendéens ont organisé pour la première fois un concert pour le Don'actions. Le dimanche 15 janvier, 40 choristes d'À fond les notes ont présenté des chansons françaises et des chants de marins, pour le plus grand plaisir des spectateurs. Le tirage au sort départemental de la fédération de Vendée aura lieu le 24 mars. L'argent récolté par les bénévoles durant le Don'actions servira au fonctionnement du Secours populaire.



SPF 87

### Des calendriers et beaucoup de chaleur

**VŒUX.** En janvier dernier, une nouvelle édition de l'opération « Calendriers » a été menée en Haute-Vienne. Des enfants copains du Monde ont rencontré 1 200 personnes âgées qui vivent en maison de retraite. Pour la nouvelle année, chaque enfant a remis à un retraité une boîte de galettes et un calendrier, décoré par ses soins. Le tout avait été fourni par le SPF. Pour ces après-midi festifs, les plus jeunes avaient aussi prévu des chansons. Ambiance garantie. « C'est important de faire se rencontrer ces générations. Les aînés étaient moins seuls et ont raconté leurs souvenirs d'enfance », se réjouit Ginette Iffinger, l'organisatrice de cette initiative.

### Concours de sourires

**PORTRAITS.** Sept photographes se mettent au service du SPF des régions Nord - Pas-de-Calais, Île-de-France, Provence - Alpes - Côte d'Azur, et des départements du Finistère, de Savoie et de Haute-Savoie. Entre le 6 janvier et le 5 février, ces professionnels offrent aux familles le portrait de leurs enfants (de 3 mois à 17 ans). En échange, les parents sont invités à faire des dons en nature dans le cadre de l'opération « Petits pots pour grands sourires ». Celle-ci est destinée à collecter de l'alimentation pour bébés et des produits d'hygiène, comme les couches qui sont généralement trop chères pour les personnes à petits revenus. Après chaque séance de photos, un portrait est sélectionné avec l'accord des parents (voir sur <http://fr-fr.facebook.com> ; puis, rechercher : « Concours photos, petits pots pour grands sourires »). Du 13 au 26 février, les internautes pourront voter pour les plus belles photos. Les lauréats se verront offrir un agrandissement de leur portrait. Pour l'année prochaine, le SPF souhaite étendre à la France entière cette opération qui donne le sourire.

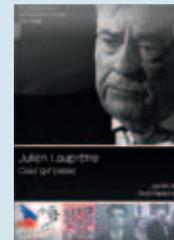
## Un cyber pop de plus

**LIENS.** Les retraités aidés par le SPF de la petite commune rurale de Ganges (Hérault) souhaitent rester en contact avec leur famille grâce à Internet. Le Secours populaire a équipé sa permanence de dix ordinateurs neufs grâce à un don de la Fondation Orange. Depuis le 19 janvier, les bénévoles animent un atelier d'initiation aux ordinateurs. La messagerie électronique n'aura bientôt plus de secrets pour les seniors de Ganges.

### Acteur et témoin de son temps

**HOMMAGE.** Dans un film de 28 minutes réalisé par Axel Ramonet et intitulé *Celui qui passe*, Julien Lauprêtre, président du SPF, revient sur sa jeunesse et les raisons de son engagement en faveur de la solidarité. Il relate en particulier ses années de Résistance durant lesquelles il fit la rencontre, en prison, des membres du réseau FTP-MOI mené par Missak Manouchian. Ces derniers, dont les noms restent liés à l'Affiche rouge, ont été exécutés au mont Valérien le 21 février 1944.

Document à ne pas manquer, vous pouvez commander le DVD au prix de 22,19 euros (frais de port inclus) au SPF, 9-11 rue Froissart 75140 Paris cedex 03.



### Le SPF et Ferrero récompensés

**TROPHÉES.** Le Secours populaire est le lauréat de la première édition du prix France Bénévolat - Crédit Mutuel depuis décembre 2011. Cette distinction, associée à un chèque de 4 000 euros, salue la capacité de l'association à intégrer les jeunes bénévoles. Par ailleurs, Ferrero a remporté le premier prix du Trophée national de l'entreprise citoyenne grâce à son programme « Kinder s'engage pour l'enfance ». Celui-ci permet notamment d'offrir des vacances à des enfants, en partenariat avec le SPF. ■

Olivier Vilain

# AIDER

# DONNEZ!

## DON 'ACTIONS

Les 80 000 bénévoles du Secours populaire  
donnent leur temps généreusement.  
Aidez-les à recueillir  
les fonds nécessaires pour agir.



SECOURS  
POPULAIRE  
FRANÇAIS

[www.secourspopulaire.fr](http://www.secourspopulaire.fr)



# RICARDO portrait de bénévole

La mer pour horizon, Saint-Malo pour asile. Ricardo Montserrat a jeté l'ancre en Bretagne, mais dans ses ateliers d'écriture, on largue les amarres y compris au Secours populaire. Embarquement immédiat.

## Un auteur partageur de culture

Il habite à l'ouest mais ne perd jamais le Nord, ni le Pas-de-Calais où son combat contre l'exclusion sociale et culturelle s'enracine à coup de réussites (un polar chez Gallimard, un spectacle en Avignon...). Aujourd'hui, il anime un atelier d'écriture avec les bénévoles du Secours populaire à Arras. Ricardo Montserrat, écrivain engagé, milite pour que l'humain ne se limite pas à l'alimentaire. Son arme : la culture. Depuis 2010, le dramaturge a lancé, avec l'association Colères du présent, une collection de romans populaires sur l'histoire des mineurs du Pas-de-Calais. La série, publiée sous forme de feuilleton dans la presse quotidienne régionale, sera éditée aux éditions Baleine, puis scénarisée pour France Télévisions.

L'auteur respire la joie du semeur. Et cite Fellini : « On ne peut plus changer le monde, mais si on change les mots et les images qui disent le monde, le monde changera. » Ses ateliers mènent ses participants bien au-delà du journal intime. Avec Ricardo, SDF, chômeurs ou allocataires du RSA donnent vie à des personnages qu'ils incarnent. Tout est possible dans la fiction, y compris dépasser la réalité. L'atelier devient le lieu où l'on reconstruit son identité. La culture est un terrain fondé sur l'émotion. Ricardo permet de faire le deuil d'un passé et de passer à autre chose : « C'est fabuleux de voir, après toutes ces années, à quel point il n'y a pas d'histoires qui ne soient réparables. J'espère que cet atelier avec les militants du SPF va leur permettre de réaliser le pouvoir de la culture. Au Secours populaire, je rends ce que la vie m'a donné. Partager c'est vivre plus. » Le pouvoir de la culture, Ricardo l'a expérimenté au Chili où, de son propre aveu, il est parti gagner une guerre que ses parents avaient perdue. « Je suis fils d'étudiants anarchistes ayant dû fuir le régime franquiste. » Il a vécu



Julian Renard

Écrivain, Ricardo Montserrat anime des ateliers d'écriture. Il y puise l'espoir et enseigne le pouvoir de la culture.

dix ans sous le régime de Pinochet. « La dictature disait : "Taisez-vous ou vous mourrez" ; alors on s'est créé un espace où exister avec des ateliers de théâtre où venaient les veuves de disparus, les dockers, les femmes de ménage... » De retour en France en 1991, il poursuit son combat contre la dictature... économique cette fois. Il crée des ateliers d'écriture et de théâtre pour les exclus. « Je travaille dans le domaine du rêve, du virtuel, du possible. Les participants à mes ateliers se découvrent un potentiel. Parmi les gens avec qui j'ai travaillé, l'une a passé son bac, puis le concours de bibliothécaire ; une autre s'épanouit dans la photo. » Il y a des intellectuels qui enfoncent les portes ouvertes d'un air pénétré, Ricardo ouvre des horizons. ■

Martine Guilcher

### L'atelier d'Arras

Pour boucler sa série de romans populaires, Ricardo a changé son fusil d'épaule. Il a fait appel aux bénévoles. « Il souhaitait avoir le ressenti de ceux qui aident, explique Carole participante à l'atelier, très emballée. Il est fabuleux, il met les gens en confiance. » Une première pour cet atelier qui ponctue une série de cinq livres. La rédaction du volume « Mine de rien » a commencé avec une quinzaine de bénévoles en septembre 2011. Un noyau dur de six à sept personnes se retrouve deux mercredis par mois pour plancher toute la matinée. « On est parti d'un fait réel et depuis on nourrit nos personnages au gré des témoignages et réflexions à chaque séance. Ricardo lit nos textes et tout le monde met son grain de sel. » À charge pour l'écrivain de faire la synthèse. « Il sait tirer le meilleur de notre imagination », confie Carole. Le livre sera en vente au Salon du livre d'Arras le 1<sup>er</sup> mai 2012 ([www.coleresdupresent.com](http://www.coleresdupresent.com)).

Je me sens concerné(e) par les actions de solidarité menées par le SECOURS POPULAIRE et

## JE FAIS UN DON

15 euros  30 euros  50 euros

autre somme

Je souhaite que ce don serve à soutenir le Secours populaire

Je souhaite que ce don serve à soutenir une action en particulier,

à savoir

En tant que donateur, je recevrai Convergence, le magazine d'information du Secours populaire français, sauf avis contraire de ma part.

Nom

Prénom

Adresse

Ville

Code postal

Bon à retourner avec votre chèque au :  
Secours populaire français  
9-11 rue Froissart  
75140 Paris Cedex 03

Dans le cas où les fonds collectés seraient supérieurs aux besoins, l'association se réserve le droit de les affecter à des missions qu'elle jugera prioritaires ou à des missions similaires dans d'autres pays.

Vous recevrez un reçu qui vous permettra de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 75% du montant de votre don dans la limite de 521 euros de votre revenu imposable. Au-delà vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66% de votre don dans la limite de 20% de votre revenu imposable



CC0202

**BÉNÉVOLE** et fier de l'être  
**REJOIGNEZ**  
**LE SECOURS POPULAIRE**  
**01 44 78 21 00.**

80 000 bénévoles mettent en œuvre la solidarité au quotidien. En France, dans le monde entier. Auprès de jeunes, de retraités, de familles, auprès de ceux que la détresse n'épargne pas. Avec chaleur, générosité, responsabilité. Alors, pourquoi pas vous ?

**LE LIVRE** du  
**MOIS**

Avec le livre porte-voix de la pauvreté, le SPF donne la parole aux personnes en difficulté. Émouvants, étonnants, beaux, les témoignages de cet ouvrage ont été recueillis dans le cadre de l'opération « Le Dire pour agir ». À commander sur [www.secourspopulaire.fr](http://www.secourspopulaire.fr) au prix de 32 euros.

L'activité du Secours populaire à travers les médias.

**HAUTE-VIENNE  
Carrefour s'en va  
en offrant ses stocks**

*Le Populaire, 4 janvier 2012*

Carrefour laisse la place aujourd'hui aux enseignes Super U ; tous les stocks des produits de la marque ont été donnés à la Banque alimentaire et au Secours populaire. À Limoges, l'hypermarché de Carrefour Cognac est à pied d'œuvre depuis le 2 janvier pour se transformer en Hyper U. Le centre commercial n'a eu que quelques jours pour changer tous les produits et l'agencement des rayons. Après avoir bradé l'essentiel de ses stocks, le directeur, Laurent Savourin, s'est retrouvé avec des quantités considérables de produits invendus de la marque Carrefour. « Nous avons tout offert aux gens dans le besoin par l'intermédiaire d'associations comme la Banque alimentaire et le Secours populaire, explique le directeur. Ces dons ont presque rempli un semi-remorque ! » La Banque alimentaire de Haute-Vienne s'est ainsi retrouvée avec quatre tonnes d'aliments. De son côté, le Secours populaire de Limoges a reçu des équipements pour la maison. À Saint-Junien, scénario identique avec les dons des produits Carrefour aux antennes locales du SPF et de la Banque alimentaire.

**VENDÉE  
Un entrepôt détruit  
dans un incendie**

*Ouest-France, 31 décembre 2011*

Un entrepôt de 700 m<sup>2</sup> dont disposait le Secours populaire a été totalement détruit dans un incendie ce matin à Challans, sur la route de Cholet. Le voisinage, réveillé par le crépitemment du bâtiment sous l'effet de la chaleur, a alerté les pompiers vers 5 h 45. Cette ancienne stabulation avicole était prêtée à l'association depuis trois ans, afin qu'elle puisse y entreposer du matériel, essentiellement des vêtements, mais aussi du mobilier et des jouets pour enfants. « C'est une catastrophe, il ne reste plus rien, déplore Élise Delage, présidente de l'association à Challans. Il y en a pour des milliers d'euros. Ce bâtiment servait aux bénéficiaires. On avait déjà 500 m<sup>2</sup> de stocks. On avait organisé une braderie une semaine avant Noël et on espérait l'ouvrir une

fois par mois. » L'origine du feu n'est pas connue, mais la piste d'un court-circuit électrique semble d'ores et déjà écartée. La brigade de gendarmerie de Challans est chargée de l'enquête.

**AISNE  
Conserves solidaires**

*L'Union, 3 janvier 2012*

Pour une fois, il est recommandé de manger des conserves. Pas forcément pour la santé, mais pour faire un geste en faveur des enfants défavorisés. À partir de ce mardi et pendant une semaine, 5% du chiffre d'affaires généré par la vente de boîtes de conserve d'une enseigne de la grande distribution (Carrefour, Ndlr) seront versés au Secours populaire. Pourquoi avoir choisi les conserves ? Parce que leurs ventes sont en hausse au mois de janvier. « Les clients ont besoin de consommer des produits moins festifs et ils se reposent après avoir fait beaucoup de cuisine pendant les fêtes », avance le directeur du supermarché de Laon, Christophe Lalène. Les conserves sont aussi souvent bon marché et en début d'année, les budgets sont serrés. Pour le Secours populaire, l'argent récolté sert à financer une journée de vacances pour des enfants. Une centaine de petits Laonnais est ainsi partie, l'été dernier, à Fort-Mahon. Trois cents pour le département. « La redistribution de l'argent a lieu actuellement dans les différents comités », précise le président de l'association, Henri Lagadec. L'argent est, en effet, récolté au niveau national et la dotation est ensuite répartie proportionnellement au nombre d'enfants bénéficiaires. En six ans, l'opération « Achetez des conserves, offrez des vacances ! » a permis de verser 1,2 million d'euros au Secours populaire.

**CÔTE-D'OR  
Les enfants gâtent  
les aînés**

*Le Bien public, 9 janvier 2012*

Samedi, les enfants de l'antenne de Beaune du Secours populaire sont venus à la maison de retraite Santé & Bien-Être, pour remettre chocolats et friandises, offertes par M. Cellier, directeur du supermarché Casino, aux résidents de l'établissement. Tout heureux de leur action, les enfants étaient accompagnés d'une chorale dirigée par Paulette Job, qui a offert quelques chansons populaires et entraînantes, et du clown Lili Plume, qui habituellement rend visite aux personnes âgées en établissement pour les amuser et les sortir de leur solitude. Dans une

L'activité du Secours populaire par les bénévoles.



**Une première ! À Gières, le SPF de l'Isère a organisé une grande braderie pour le Don'actions.**



**Inauguration du nouveau siège départemental du Secours populaire à Saran (Loiret).**



**Fête et cadeaux pour des enfants de la communauté de Schila de Comasagua au Salvador.**



**Au Musée du Louvre, quinze personnes ont visité l'exposition sur Alexandre le Grand (Seine-et-Marne).**

ambiance joyeuse et chaleureuse, la magie de la rencontre intergénérationnelle a fonctionné à merveille. L'un des enfants a même demandé à Michel Bougé, secrétaire général de l'antenne : « Je n'ai jamais eu de papy ni de mamy. Crois-tu que je vais en trouver un ? »

**SARTHE  
Une antenne à Ballon**

*Le Maine libre, 7 janvier 2012*

Jeudi, la première antenne du Nord Sarthe du Secours populaire a été inaugurée au centre social « Maison des projets » du canton de Ballon. Un projet mené par Jessica Sebire, élève en BTS, à la demande de Madame Desarthe, secrétaire générale de l'association dans le département. Dans la Sarthe, il existe déjà une dizaine d'antennes principalement situées au Mans et au sud du département. Madame Desarthe souhaite que cette nouvelle antenne « vienne en complément des dispositifs existant dans le canton. Le but est de travailler en réseau, d'être relais entre les associations locales ou la fédération pour venir en aide aux personnes démunies ». Chaque premier jeudi du mois, les bénévoles accueilleront les personnes, de 10 heures à 12 heures, dans un bureau mis à leur disposition. Leur rôle sera d'apporter une écoute, des orientations et de proposer des activités. L'accès à la culture sera un des points à développer tout comme celui des vacances et des loisirs.

**LOIRE-ATLANTIQUE  
Des horaires élargis**

*Le Courrier du Pays de Retz, 6 janvier 2012*

La dizaine de bénévoles du Secours populaire de La Montagne remonte les manches, encore, pour apporter un peu de réconfort aux personnes dans le besoin. Avec la nouvelle année, de nouvelles permanences aux horaires augmentés viennent s'ajouter à celles déjà en place. Une demande du public : « Nous avons été sollicités pour ouvrir le vestiaire sur de nouveaux créneaux horaires », confie Annie Greslier, coprésidente avec Jocelyne Tessier de l'antenne montagnarde du Secours populaire. Ouvert à tous, le vestiaire propose vêtements et chaussures pour adulte, adolescent et enfant mais aussi des jouets, des livres, de la vaisselle, du linge de maison et des petits meubles, moyennant une faible participation financière. « Les bénéfices générés par les ventes du vestiaire nous aident à soutenir nos bénéficiaires, toujours plus nombreux. »

*Page réalisée par Laurent Urfer*

# Il faut penser au pire pour ne plus y penser

Vu à la TV



Bernard LE COQ & Anny DUPÉREY

Personne n'aime imaginer sa propre mort. Pourtant il suffit de quelques minutes et d'une poignée d'euros pour mettre ceux que vous aimez en sécurité en cas de décès. FamilyProtect vous propose le **Contrat Famille Garantie Décès** : simple, fiable et abordable, il vous permet de vivre sereinement en mettant votre famille à l'abri.

## Regardons les choses en face

Aujourd'hui, la mort est un tabou. Elle a cessé d'être un événement social et familial. Elle ne fait plus partie de la vie. Quand elle survient, beaucoup de familles doivent faire face à des dépenses non prévues. Les funérailles sont chères. Leur coût peut dépasser 3 000 euros. C'est donc pour financer vos obsèques ou pour laisser un capital à vos proches que FamilyProtect a créé le Contrat Famille Garantie Décès.

## Un capital garanti pour soutenir vos proches

Ce capital, déterminé lors de la souscription, est garanti. Votre cotisation est fixe et plus vous souscrivez jeune, moins elle est chère. Vous êtes sûr d'être accepté

entre 50 et 85 ans sans visite médicale ni questionnaire de santé.

## L'argent ne règle pas tout

Le Contrat Famille Garantie Décès met aussi à votre disposition un service d'assistance téléphonique. Problèmes administratifs, démarches avec les pompes funèbres : vos proches sont soutenus 7 jours/7. Une aide psychologique est aussi disponible. Et pour vous aider à vivre sainement le plus longtemps possible, votre Contrat Famille Garantie Décès inclut des consultations avec un conseiller santé. Intéressé ? Rendez-vous sur le site ou appelez FamilyProtect : quelques minutes suffisent pour régler ce problème une fois pour toutes !

## Contrat Famille Garantie Décès

- ✓ Capital garanti
- ✓ A partir de 7 €/mois
- ✓ Sans questionnaire de santé
- ✓ Assistance et conseil 7j/7



Une société du Groupe

[www.familyprotect.fr](http://www.familyprotect.fr)

N°Vert 0 800 947 128

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

# 50€

## OFFERTS

POUR TOUTE NOUVELLE  
SOUSCRIPTION

**Oui je souhaite**  
en savoir plus sur le Contrat Famille Garantie Décès

Code promo : P109

Mme  M.  Nom.....  
Prénom..... Né(e) le \_\_/\_\_/19\_\_  
CP [ ][ ][ ][ ][ ] Adresse/Ville.....  
N° tél [ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ][ ] E-mail.....

Les informations qui vous sont demandées sont nécessaires au traitement de votre demande d'information par FamilyProtect. Ces données pourront être transmises à nos partenaires commerciaux. Vous pouvez, conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, accéder à vos données, les faire rectifier ou vous opposer à leur traitement pour des motifs légitimes, en nous adressant votre demande accompagnée d'un justificatif de votre identité. Contrat d'assurance vie individuel proposé par FamilyProtect, entreprise régie par le code des assurances, siège social situé à Paris, 528 115 926 R.C.S. PARIS, SA au capital social de 43 037 000 €. Application des garanties selon les modalités précisées dans les Conditions Générales du contrat. Offre réservée aux personnes résidant en France métropolitaine âgées de plus de 50 ans et moins de 86 ans au moment de la souscription. Possibilité de renoncer au contrat dans les 30 jours suivant sa souscription.

Merci de retourner ce coupon sous enveloppe non affranchie à "FamilyProtect - Libre réponse 95107 - 33098 Bordeaux Cedex"



Eric Prinvaux

À Yélimané, dans la « dinguirra », cour centrale du village, les habitantes cuisinent, accomplissent diverses tâches et... dansent.

AGIR MONDE

# Des moyens pour gérer et cultiver à Yélimané

**MALI.** Avec des puits et des cours d'alphabétisation, le Secours populaire et son partenaire local améliorent la sécurité alimentaire dans le sud-ouest du pays.

« Nous avons démarré l'approfondissement de sept puits en janvier dernier, et nous continuerons jusqu'en mai », annonce Bassirou Diarra, président de l'Association malienne de solidarité et de coopération internationale pour le développement (Amscid). En 2013, ce type de forage sera appliqué à huit autres puits. Le chantier est financé par le Secours populaire. Les deux partenaires veulent améliorer l'accès à l'eau de 1 700 maraîchères, autour de la ville de Yélimané, dans la région de Kayes. Parallèlement, plus de 500 d'entre elles vont bénéficier de cours d'alphabétisation et de gestion. Réunies dans 18 groupements, ces femmes développent des cultures vivrières, depuis 2008, avec l'aide

du SPF, de l'Amscid et des fonds de l'Union européenne (voir *Convergence* n° 318). En plus d'avoir foré des puits, les deux organisations humanitaires ont formé les femmes aux techniques agricoles et leur ont fourni des outils, ainsi que des semences. Les maraîchères ont ensuite aménagé 9 ha de jardins potagers. Depuis, gombos, manioc, piments, mais aussi oignons, tomates, laitues et autres concombres agrémentent les repas et participent à un meilleur développement des enfants. « Avant, la nourriture se limitait principalement au mil et au sorgho, des céréales qui sont surtout cultivées par les hommes, lorsqu'ils ne sont pas partis chercher du travail en France. Les villageoises devaient

parfois aller jusqu'à Kayes, à 140 km de là, pour acheter des légumes. L'idée des jardins potagers est venue d'elles », explique Francis Dembelé, coordinateur du projet à l'Amscid. Autre avantage, les maraîchères améliorent leurs faibles revenus en revendant, sur les marchés de la région, les légumes qu'elles ne consomment pas.

## Les programmes s'achèveront fin 2013

En deux ans, la sécurité alimentaire s'est améliorée à Yélimané et dans ses environs alors que, dans le même temps, la production de céréales a reculé dans les pays du Sahel en raison du manque de pluie. L'Organisation des Nations unies pour l'alimenta-

tion et l'agriculture (FAO) craint que la sécheresse et le prix élevé des aliments disponibles débouchent sur une crise alimentaire. « Nous devons sécuriser l'accès à l'eau », explique Olga Alvarez, chargée des programmes internationaux au SPF. Il arrive que des parcelles cultivées manquent d'eau malgré les puits actuels, car les besoins sont plus importants que prévu. Le programme de culture vivrière ne devait concerner, initialement, que 900 femmes et non 1 700. « Nous ne nous attendions pas à ce qu'autant d'habitantes de la région veuillent cultiver des légumes », relève Francis Dembelé. De plus, entre janvier et mai, période la plus chaude de l'année au Mali, les puits se retrouvent parfois à sec. « Nous allons doubler leur profondeur pour être en contact permanent avec la nappe phréatique. Nous forons jusqu'à 80 mètres », indique Bassirou Diarra. La technique est éprouvée. Cette nouvelle étape est le fruit d'un travail d'équipe au sein du Secours

 **INTERVENIR**  
Pour envoyer vos dons,  
utilisez le bulletin de la page 9.

populaire. « Nous avons collecté de l'argent à travers des braderies et des chasses aux œufs spécialement pour cela », note Nicolas Xuereb, du SPF de Poitou-Charentes. L'association veut compléter ce programme par le forage de nouveaux puits en 2013, et la formation d'une brigade de puisatiers chargés d'assurer leur entretien. Dans cette optique, le SPF du Pas-de-Calais, par exemple, tente de réunir une partie des fonds nécessaires auprès de mécènes et des pouvoirs publics. Les 18 groupements rencontrent encore des difficultés à s'organiser, car 95% de leurs membres ne savent pas lire, écrire et compter. C'est

« Nous allons doubler la profondeur des puits pour être en contact permanent avec la nappe phréatique. »

pourquoi le SPF de Paris et la Fondation Orange ont commencé un programme d'alphabétisation, en soninké et en peul, qui porte sur la nutrition et la santé. Au total, 540 maraîchères en bénéficieront. La moitié se formera ensuite à la gestion. « Elles évalueront mieux le nombre de semences à acheter, la quantité de légumes qui sera produite et le prix auquel vendre les surplus », explique Laurence Maman, du SPF de Paris. Enfin, 72 femmes suivront des cours supplémentaires pour pouvoir alphabétiser à leur tour des femmes de leur village. « Acquérir des connaissances permet de se guider soi-même et de guider ses voisins », comme l'ont confié avec enthousiasme certaines d'entre elles à Laurence Maman. **I. Olivier Vilain**

La cérémonie qui a marqué le début des formations.



SPF

L'accueil de la mission du SPF était haut en couleurs.



SPF 49

## Un programme du SPF contre l'exode rural

**CONAKRY.** Des bénévoles du Maine-et-Loire sont allés en Guinée aider des paysans à cultiver leurs champs.

Les villages de Kassognah, Moready et Niokhoronyah se vident petit à petit de leurs 6 000 habitants en raison du manque chronique d'eau. Ces paysans vont s'entasser dans les villes où les emplois sont rares. « Il n'y a pas assez de puits et ceux qui existent sont souillés », relève Pierre Henault, du Secours populaire. Avec d'autres bénévoles, il a préparé sur place, du 10 au 19 janvier 2012, le premier programme élaboré par le SPF du Maine-et-Loire, à l'étranger.

« Nous allons forer plusieurs puits et construire des systèmes de récupération d'eau de pluie », explique-t-il. En arpentant ces trois villages, l'équipe de bénévoles a décidé d'ajouter un autre volet au projet : la construction de petites digues pour empêcher l'eau de mer d'inonder les rizières. « Les paysans pourront ainsi avoir une seconde récolte tous les ans », anticipe Pierre Henault. Les premiers chantiers pourraient débuter à la fin de l'hiver. **I. o. v.**

## Des actions pour vaincre la discrimination

**BULGARIE.** Des écoliers bulgares, roms et turcs apprennent à mieux se connaître grâce au SPF de l'Orne.

Connaissez-vous la ville de Sliven au sud-est de Sofia ? C'est désormais le cas pour quatre jeunes du Secours populaire d'Argentan. Ils y ont lancé un programme pour que des enfants de cette ancienne cité industrielle prennent conscience des discriminations. « Les Roms sont regroupés dans un quartier sans eau ni électricité, entouré de murs », relève Camille du SPF, qui ne s'attendait pas à voir cela. Le partenaire local, la Fondation Ensemble, profite d'un programme national de prévention des addictions pour réunir 50 enfants bulgares, turcs et roms de l'école n° 8. Ils mèneront durant toute l'année 2012 des activités extra-scolaires en commun (dessins, épreuves sportives, etc.), puis



SPF 61

feront part de leur expérience aux 400 camarades de leur établissement. Le SPF de l'Orne collectera les fonds nécessaires à l'opération. Il a commencé par un troc de vêtements, le 4 février, à Courteille près d'Alençon. Les participants sont venus avec des vêtements qu'ils souhaitent échanger. Les bénévoles ont aussi vendu des gâteaux maison et des boissons. **I. o. v.**

## Deux nouvelles salles de classe

**MADAGASCAR.** C'était la fête, le 17 janvier dernier, au village de Vinany, à 60 km de la capitale, Antananarivo. Une délégation du SPF de Loire-Atlantique a inauguré les deux nouvelles classes et le préau du collège. Grâce aux efforts du SPF et de ses partenaires, le Comité de solidarité de Madagascar et Électriciens sans frontières, l'établissement compte trois salles de classe et 600 enfants de plus de 12 ans peuvent désormais poursuivre leur scolarité.

## Chansons et dessins à bon port

**HAÏTI.** Une mission de copain du Monde du Finistère et du SPF de Haute-Vienne se rend, fin février, à l'école des Orangers, à Jacmel. Celle-ci a été construite grâce au SPF et à son partenaire ACEM Haïti. La délégation remettra plus de 5 000 euros pour équiper la bibliothèque scolaire. Cette somme provient de la vente du CD enregistré par 300 petits Finistériens, et des recettes des concerts qu'ils ont donnés dans le cadre de l'opération « Chantons pour nos droits », organisée par copain du Monde (voir *Convergence* n° 321). « J'emporte ce disque et des dessins afin de faire part aux écoliers haïtiens de l'engagement de leurs amis bretons », indique Claudie Roué, qui participe à la mission. Vous pouvez vous procurer le CD sur : [contact@spf29](mailto:contact@spf29), au prix de 10 euros pièce, frais de port en sus.

## Échanges franco-chinois

**SICHUAN.** Le 15 décembre 2011, Julien Lauprêtre, président du SPF, a inauguré la médiathèque de l'école Mengjia, située dans la ville de Deyang. « J'ai pu constater que les livres et les ordinateurs que nous avons fournis aux écoliers leur permettent d'apprendre le français. Dans les mois à venir, nous allons multiplier les échanges entre les jeunes de nos deux pays », dit-il de retour à Paris. **I. Olivier Vilain**

# DOSSIER CRISE DE L'AIDE

Fin 2011, les associations humanitaires étaient soulagées : le Programme européen d'aide aux plus démunis est reconduit pour deux ans. Pour des millions d'Européens, la catastrophe a été évitée. Mais à partir de 2014, aucun dispositif n'est prévu pour lui succéder.

Dossier réalisé par Florence Raynal



En Europe, 18 millions de personnes se nourrissent grâce à l'aide européenne. En France, elles sont 4 millions et le Secours populaire en accueille toujours plus.

DOSSIER

## L'Europe peine à aider les plus démunis

**UNION.** Les associations restent attentives

Indignation, colère, stupeur, pour les uns ; abattement, anxiété, désespoir, pour les autres. Durant de longs mois, les bénévoles et les personnes accueillies au Secours populaire, mais aussi, à leurs côtés, nombre de citoyens solidaires, ont vécu traversés par ces sentiments, les yeux rivés sur Bruxelles. C'est en effet dans les instances de l'Union européenne (UE) que s'est joué, semaine après semaine, le sort de 18 millions d'Européens pauvres, l'avenir du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) étant devenu aussi précaire que leur quotidien. Pour beaucoup, la question pouvait se résumer à : demain, arriverons-nous à manger ? Pourrons-nous nourrir nos enfants ? Aujourd'hui, le PEAD auquel recoure une vingtaine de pays est sauvé... mais seulement

jusqu'en 2013. Après, qu'advient-il des familles concernées ? Nul ne le sait. En France, 4 millions de personnes sollicitent les quatre associations chargées de distribuer cette aide alimentaire : le SPF, la Croix-Rouge française, la Fédération française des Banques alimentaires et les Restos du cœur. D'un montant de plus de 72 millions d'euros dans l'Hexagone, le PEAD représente 70% de l'aide alimentaire distribuée, selon le ministère de l'Agriculture.

Créé suite au rigoureux hiver 1986-1987 par la Commission européenne alors que de plus en plus de ménages peinaient à se procurer des produits alimentaires de base, le PEAD visait à fournir aux États membres des matières premières agricoles prises sur les stocks d'intervention de la

Politique agricole commune (PAC). Transformées ou échangées contre des produits finis, les denrées étaient alors livrées aux associations humanitaires. Mais, peu à peu, au fil des réformes de la PAC et sous l'influence de l'Organisation mondiale du commerce, le principe de supprimer les stocks s'est affirmé et la production d'excédents réduite. Un dernier point qui a d'ailleurs poussé l'État français à créer le Programme national d'aide alimentaire en 2004 et à débloquer une aide reconductible de 10 millions d'euros par an pour acheter les denrées indisponibles (produits carnés, légumes...). Enfin, en 2008, résume Jean-Louis Callens, secrétaire national chargé des questions alimentaires au SPF, « devant la disparition des surplus, la Commission européenne

a décidé d'allouer des moyens financiers pour acheter des produits. Un budget 2008-2013 a été voté – la PAC devant être révisée en 2013 – avec à la clé une enveloppe globale de 500 millions d'euros par an ». Mais plusieurs pays, Allemagne en tête, ne l'ont pas entendu de cette oreille estimant que l'aide ne doit s'effectuer, selon le règlement que *via* les surplus agricoles et donc sans subvention. Saisie, la Cour de Justice européenne a validé cette position par un arrêt du 13 avril 2011, sans toutefois remettre en question ni l'utilité ni l'efficacité du PEAD. Le 20 juin, la Commission européenne a annoncé la baisse drastique du budget, réduit à l'équivalent de 113 millions d'euros pour 2012 au lieu de 500, et à presque rien en 2013.

### Une crise dans la crise

Devant cette baisse de 75% des fonds, le gouvernement français et les associations se sont mobilisés, celles-ci prévenant que « l'Europe devra faire face à une crise humanitaire dès 2012 ». Pour autant, le 20 octobre,



## Mobilisée

J'ai suivi l'actualité sur le PEAD et j'ai participé aux manifestations organisées par le Secours populaire. Un bénévole m'a appelée pour m'informer et m'a demandé de sensibiliser d'autres gens. J'ai ramené environ 30 personnes car je fais du bénévolat au SPF, mais aussi aux épiceries sociales, donc je connais du monde dans mon quartier. En tant que bénéficiaire, je suis inquiète. On se demande comment on va se nourrir. Nous, on est sept et on ne peut manger que grâce à l'aide alimentaire. En tant que bénévole, je vois des tas de gens dans le besoin qui ont peur de tomber complètement et de ne plus pouvoir jamais se relever. Cela m'a paru naturel de me mobiliser. On ne peut pas se limiter à parler. Il faut agir. Et crier haut et fort son mécontentement. Moi, d'ailleurs, on m'a surnommée : la grande voix !

**Marlène Tanti,**  
bénéficiaire et bénévole au Secours  
populaire de Poitiers

## Une véritable explosion

De plus en plus de familles s'inscrivent pour bénéficier de l'aide alimentaire, et la distribution de colis d'urgence connaît un essor incroyable. L'évolution est nette par rapport à 2010. À Poitiers, en février 2011, on comptait 340 familles, soit 1100 personnes. En février 2012, on devrait en compter 10 à 15 % de plus. Il y a dix ans, quand je suis arrivé, il y avait peu de produits dans l'entrepôt. On effectuait une petite tournée en camion et c'était fini ; depuis trois ou quatre ans, c'est devenu très lourd. On est passé de l'artisanat à la quasi-industrie ! C'est affolant de voir l'ampleur que l'aide a prise. J'ai évidemment manifesté contre la suppression du PEAD. Je ne sais pas si cela a servi à quelque chose mais on ne peut pas rester à ne rien faire.

**Guy Germanaud,**  
responsable de l'aide alimentaire,  
Secours populaire de la Vienne



Julian Renard

lors du Conseil des ministres européens de l'Agriculture, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède, le Danemark, les Pays-Bas et la République tchèque se sont montrés inflexibles, refusant que « les fonds alloués au titre du PEAD, tirés du budget agricole, soient utilisés à des fins de politique sociale », résume le ministère de l'Agriculture. Après moult négociations entre Paris et Berlin, le 14 novembre, un sursis a finalement été accordé : l'Allemagne, principal contributeur, a accepté de conserver le plafond annuel d'aide de 500 millions d'euros pour 2012 et 2013, faisant éclater la minorité de blocage. La victoire a cependant

un goût amer. En effet, rapportent les *Actualités sociales hebdomadaires* (ASH) du 18 novembre 2011, « selon une source communautaire, l'Allemagne a accepté de donner au PEAD un sursis de deux ans en échange de garanties lui assurant que, à partir de 2014, l'aide aux plus démunis ne serait plus financée par l'UE. » Car, pour Berlin, l'aide sociale relève des États. Mais la crise a révélé de fortes dissensions au sein des institutions européennes. En effet, le 29 juin dernier, la Commission européenne avait, quant à elle, proposé « d'insérer le programme dans la politique de cohésion économique et sociale de l'UE en le

dotant d'un budget de 2,5 milliards d'euros pour 2014-2020 et d'une base juridique spécifique qui garantirait sa stabilité après 2014 », relatent les ASH.

## Sécurité et autosuffisance alimentaire

Quant au Parlement, favorable au maintien du PEAD – 85% des eurodéputés l'ont voté –, il entend veiller à ce que des solutions soient trouvées pour l'après-2013. De leur côté, les associations françaises engagées, dès la première heure dans le combat, n'entendent pas non plus abandonner. Faisant front commun, elles esti-

ment que le refus de prolonger le PEAD « traduit le désaveu d'un des principes fondateurs de l'Europe, visant à assurer la sécurité et l'autosuffisance alimentaires de tous ». Durant les négociations, les quatre organismes ont maintenu la pression. « Nous avons décidé ensemble des formes d'action. Nous avons mobilisé la presse, écrit au ministère de l'Agriculture, au Président de la République, nous nous sommes rendus à Bruxelles pour démontrer combien la situation est effarante dans une Europe où la pauvreté ne cesse de croître... Le SPF a par ailleurs choisi de faire participer les bénéficiaires de l'aide via les cahiers « Le Dire pour

## Réactions en chaîne

« Mais que va-t-il se passer ? les gens vont devoir s'entretuer pour manger ? », s'inquiète Laurent, de Bouniaques. Grâce à l'initiative « Le Dire pour agir », comme Laurent,

nombre de citoyens ont réagi sur la fin du Programme européen d'aide alimentaire, manifestant des sentiments mêlés. D'indignation d'abord. Ainsi, pointe

Louise, à Munster, « on pousse tous les jours plus de gens vers la pauvreté extrême ». De colère aussi. « Un pur scandale. Je veux une Europe solidaire ! », affirme en effet Gérard. Le désarroi aussi est présent. En témoigne Amifa, à

Bèze : « L'aide alimentaire est vitale pour moi parce que je ne peux pas manger tous les jours » ou Rachel : « Nous disposons de moins de 300 euros par mois pour vivre à cinq. Le Secours populaire est un répit. » Révolte enfin. Telle Liliane,

de Montlouis-sur-Loire, qui s'enflamme : « Indignons-nous, battons-nous ensemble, bénévoles et bénéficiaires, on ne peut pas toujours tout accepter sans réagir, il en va de notre dignité et de la survie des familles ! »

## L'Allemagne redistribue ses excédents

En Allemagne, la Bundesverband Deutsche Tafel fédère l'essentiel des structures caritatives coordonnant la distribution alimentaire aux personnes défavorisées, 11 % des Allemands vivant sous le seuil de pauvreté. Créée en 1995, elle réunit 890 associations qu'animent plus de 50 000 bénévoles. Inspiré d'un système établi aux États-Unis, le modèle en place vise en priorité à lutter contre le gaspillage. Ainsi, il s'agit de redistribuer aux plus déshérités l'excédent produit par la société. Des surplus, des denrées dont la date de péremption approche ou à l'emballage abîmé, sont récupérés auprès de producteurs, de grandes enseignes ou de magasins d'alimentation locaux, avec lesquels des accords sont passés. Un soutien logistique (stockage, transport, matériel de cuisine...) est apporté par des collectivités territoriales que complète l'appui financier de donateurs privés ou des Églises, riches outre-Rhin. Le pays ne recourt donc pas au PEAD et l'annonce de sa fin n'a pas provoqué de tollé. Néanmoins, la Bundesverband Deutsche Tafel a soutenu les associations européennes dans leur combat et s'intéresse de plus en plus au PEAD.

Source : <http://sauvonslepead.restosducoeur.org> et <http://lexpansion.lexpress.fr>, le 20 septembre 2011

## Canada, les moyens que justifie la faim

Plus de 850 000 Canadiens ont franchi la porte d'une banque alimentaire en mars 2011. Un taux de 26 % supérieur à celui de 2008-2009, selon le Bilan-Faim des Banques alimentaires Canada. Cet organisme caritatif concerne environ 85 % des personnes n'ayant pas les moyens de se nourrir suffisamment dans le pays. En mars 2011, les banques alimentaires ont aidé 2,5 % de la population, soit à peu près autant qu'en mars 2010, année record de fréquentation. Parmi les bénéficiaires, 52 % n'ont que l'aide sociale pour vivre, mais 18 % déclarent avoir un revenu lié à un emploi actuel ou récent, et plus de 13 % un revenu d'invalidité. L'organisme constate que si la fréquentation des banques alimentaires varie avec l'économie, son embellie ne résout pas tout le problème. « Il semble y avoir un seuil inférieur tenace à la demande d'aide », pointe le rapport, qui émet des recommandations détaillées pour réduire durablement le recours à l'aide alimentaire. Celles-ci concernent l'investissement public dans le logement abordable, l'amélioration de l'aide sociale, la modernisation de l'assurance-emploi et le soutien aux travailleurs défavorisés.

Source : [www.banquesalimentairescanada.ca](http://www.banquesalimentairescanada.ca)

agir», souligne Jean-Louis Callens (*voir encadré*). Maintes fédérations du SPF ont également mobilisé bénévoles et bénéficiaires pour expliquer les enjeux et sensibiliser les citoyens (*voir p. 17*). Autre démarche intéressante : les associations ont rencontré à l'ambassade de France à Berlin leurs homologues allemandes. « Ces structures ont découvert le PEAD, l'Allemagne n'y ayant pas recours. Elles ont été surprises par notre exposé et ont été convaincues de son intérêt », poursuit-il. Aujourd'hui, les quatre partenaires réfléchissent à l'après-2013. Des rencontres s'organisent en vue d'établir un nouveau plan d'action

concerté, d'imaginer un dispositif pérenne de sécurité alimentaire, de maintenir mais aussi « d'augmenter l'aide pour faire face à la hausse des demandes », pointe Julien Lauprêtre, président du SPF. En effet, avec la crise qui se durcit de jour en jour, les files actives des associations ne cessent de s'allonger sur le continent, où 80 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Il s'agit donc de défendre des propositions tant au niveau national qu'europpéen. Le SPF souhaite d'ailleurs « échanger avec les associations européennes lors d'un grand forum pour tenter d'adopter une démarche commune sur toute l'UE. Si

chaque pays doit se débrouiller avec sa pauvreté, alors à quoi sert l'Europe? », insiste Jean-Louis Callens. Les associations entendent donc peser dans la balance. Parmi leurs aspirations : la définition d'un budget spécifique à l'aide alimentaire, non dilué dans un fonds social global, et aisément accessible ; ou encore la préférence aux produits européens pour soutenir les agriculteurs et autres acteurs locaux impliqués. En effet, pointe-t-il, « si on achète ailleurs ces produits, on supprime du travail en Europe, donc on y accroît le chômage et le nombre de bénéficiaires des distributions alimentaires ». ■



Julien Renard

De plus en plus nombreuses sont les familles qui ont absolument besoin de l'aide alimentaire des associations.

DOSSIER

# Une cause européenne

## PAROLE D'EXPERT

Aujourd'hui, la survie du PEAD n'est pas assurée sur le long terme et il faut trouver une motivation politique, un fondement juridique et des ressources pour l'asseoir dans la durée. Dans cette optique, il convient, me semble-t-il, d'inscrire davantage l'aide alimentaire dans la stratégie Europe 2020, la feuille de route de l'Union européenne (UE) pour la période 2010-2020, dont l'enjeu est de créer une cohérence, d'une part, entre les politiques européennes et, de l'autre, entre celles-ci et leurs homologues nationales. Parmi ses actions phares, cette stratégie intègre, en effet, une plate-forme pour l'inclusion et la lutte contre la pauvreté. En particulier, la stratégie Europe 2020 affiche un objectif de réduction de 20 millions du nombre de personnes pauvres dans l'UE ; et l'un des critères retenus concerne la pauvreté non monétaire, autrement dit la privation des biens essentiels, dont fait partie l'alimentation. Par ailleurs, un autre argument peut être défendu devant les États réticents à voir la précarité alimentaire relever de l'UE et opposant le principe de subsidiarité. En effet, la clause dite horizontale du Traité institutionnel de Lisbonne, adopté en 2009, affirme que toutes les politiques de l'UE doivent

tenir compte de leur impact éventuel sur l'exclusion sociale et la pauvreté. Or, nous assistons à un resserrement des politiques budgétaires nationales, et cela comporte un risque d'affecter les populations les plus démunies via la réduction des dépenses sociales. Il serait donc légitime de compenser cette réduction des budgets nationaux par un effort accru de l'UE en direction des pays les plus concernés.

Ces approches rendent logique l'idée qu'un programme européen pourrait financer les actions des États membres liées à la précarité alimentaire. La base juridique serait de ce fait sociale et non plus agricole. Quant aux ressources, des crédits spécifiques devraient être dégagés. Dans ce cadre, cela pourrait s'effectuer par un transfert du budget de l'agriculture vers le budget social de l'UE. On pourrait même envisager une augmentation des moyens, par exemple, grâce à la mise en place de la taxe sur les transactions financières. Dans un contexte où l'UE doit mobiliser davantage la solidarité, il semble en effet logique de dégager des ressources consé-

quentes afin de lutter contre la précarité alimentaire.

Par ailleurs, il me paraît essentiel de dresser un état des lieux de la précarité alimentaire en Europe : quelles en sont les causes ? les besoins ? à quoi sert le PEAD selon les pays ? comment font ceux qui n'y recourent pas ? Aucune étude d'ampleur n'a jamais été menée sur le PEAD. Le Parlement pourrait se saisir du sujet, le politiser, et lancer des actions pilotes, dont une viserait à redéployer l'aide alimentaire européenne sur l'ensemble des États membres, en tenant compte des nouvelles conditions de la précarité alimentaire, et en impliquant les associations de terrain - via de grands réseaux, tel le European AntiPoverty Network - afin de prendre en compte l'opinion des bénéficiaires des programmes en question.

Jérôme VIGNON, président de l'Observatoire national de la précarité et de l'exclusion sociale (ONPES)



DR



Personnes accueillies et bénévoles s'unissent pour le maintien du PEAD.

**POITIERS.** Face au risque de suppression de l'aide alimentaire européenne, bénévoles et bénéficiaires du SPF ont fait front. Ils sont prêts à recommencer pour assurer la subsistance des plus démunis.

## La mobilisation au menu

«Le PEAD, c'est, pour nous, près de 70% de l'aide distribuée. On s'est donc sacrément mobilisés quand il a été menacé!», assure Jean-Claude Expert, secrétaire général du SPF de la Vienne. Le nombre de personnes accueillies augmente : «On reçoit de plus en plus d'étudiants, de retraités qui ne s'en sortent pas», témoigne Ghislaine Périllaud, bénévole de longue date. Comme d'autres bénévoles, Ghislaine a réagi face au danger pesant sur l'aide alimentaire et participé aux mobilisations lancées par le SPF de Poitiers. Le mouvement a dépassé les bénévoles puisque les bénéficiaires ont été impliqués. Affichage, information lors du retrait des colis... ont permis de les sensibiliser au problème. Les

bénéficiaires ont aussi été contactés un par un au moment de passer à l'action, et chacun a été invité à livrer ses impressions *via* les cahiers «Le Dire pour agir»... «On leur a dit en gros : «Vous avez besoin du SPF pour vous aider ; nous, on a besoin de vous pour nous soutenir», et ça a marché», résume Jean-Claude. Une première manifestation a donc eu lieu devant la mairie en septembre. **«On avait mis trois chariots indiquant : pour le premier, 2011, 35 produits ; pour le deuxième, 2012, 9 produits ; et pour le dernier, 2013, 0 produit et une assiette vide. On a été reçus par le maire», se souvient Nicolas Xuereb, animateur.** Un mois après, un défilé a été organisé entre l'hôtel de ville et

la préfecture, et Jean-Claude a remis la motion nationale au préfet. Mairies officielles, locales et nationales, sont alors venues à la rencontre des acteurs du SPF. Les événements ont, de plus, été bien couverts par les médias. «C'était la première fois qu'on allait sur le macadam, on ne le regrette pas», affirme Jean-Claude. Localement, le SPF s'est fait connaître encore plus et celui-ci a vu certaines de ses subventions s'accroître et divers organismes ont invité des bénéficiaires à des repas de Noël. «Nous avons aussi reçu 133% de dons supplémentaires par rapport à 2010 pour la campagne pauvreté-précarité», se réjouit Nicolas. Aujourd'hui, le SPF de la Vienne reste en alerte. «Nous allons poursuivre

notre travail éducatif auprès des personnes accueillies pour l'après-2014», souligne Nicolas. «Nous allons garder le contact avec les élus et suivre les évolutions. S'il le faut, nous nous remobiliserons. Il faut rester sur le qui-vive. Une solution pérenne doit être trouvée, il en va de l'avenir de ceux que nous aidons», complète Jean-Claude. Et de redouter : «Nous sommes une soupe de sécurité. Si on la supprime, la marmite risque d'exploser...» D'autres acteurs pourraient venir grossir les rangs des mécontents. En effet, pointe Nicolas, «des chauffeurs nous ont assuré de leur soutien. Sans le PEAD, certaines entreprises de transport mettront la clé sous la porte. Le PEAD, c'est aussi des emplois.»

### « Sans l'aide alimentaire, on ne mangerait pas gras ! »

Lucienne Daupeux n'a pas manqué une miette du débat. «L'aide alimentaire est toujours menacée», affirme cette femme qui, depuis sa retraite il y a 20 ans, navigue entre le Secours populaire et les

Restos du cœur. «Malgré ma patte folle, j'ai fait la manifestation du Secours populaire!», lance-t-elle. Son fils, Jean-Denis Dissais, qui, suite à un accident du travail, vit désormais avec elle, y était aussi.

«Ma mère a une demi-pension et moi un RSA, alors on se serre les coudes. L'aide alimentaire est primordiale pour nous», insiste ce dernier. «Sans, on ne mangerait pas gras!», reprend Lucienne qui

se souvient du choc qu'a constitué l'annonce de la fin du PEAD. Malgré sa situation, elle pense à l'avenir noir qui se profile pour certains jeunes. «C'est angoissant tout ça. S'il faut témoigner, pétitionner,

manifeste, on le fera!», assure Jean-Denis. Un avis largement partagé par Lucienne : «Il faut réagir avant que l'on ne puisse plus rien nous donner. Il faut oser se bouger dans la vie.»

**NANTES.** Avant d'être distribués, les aliments sont testés et notés par les bénévoles.

# Le goût de la solidarité

Dans la cuisine de la centrale de collecte de la région Pays-de-Loire, proche de Nantes, trois bénévoles sont attablés, malgré l'heure matinale, pour un déjeuner. Devant eux, Béatrice dépose une tasse remplie de soupe de légumes et une cuillère, un stylo et un questionnaire. Tous trois ont accepté de participer aux tests organisés par la centrale pour goûter les produits issus du Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) ou du Programme national d'aide alimentaire (PNA)

Chacun plonge sa cuillère dans le liquide chaud puis la porte à sa bouche. Silence. La concentration se lit sur les visages. Une seconde cuillerée, puis chacun note ses appréciations. « Je déplore un petit goût sucré, sinon cette soupe est agréable et sa consistance est bonne », estime Marie-Thérèse. Rémi juge, quant à lui, le breuvage « plutôt ou assez agréable », selon la terminologie proposée par la fiche. Stagiaire en BTS sanitaire et social, Angélique a

coché la même case que Rémi. Après la soupe, un gâteau au chocolat type BN. « C'est un bon produit. Je vois peu de différences avec la marque classique », assure Marie-Thérèse. Rémi et Angélique partagent son point de vue, même s'ils trouvent le biscuit un peu

« C'est intéressant de connaître la qualité des produits que l'on donne à manger. »

sec. Chacun finit de remplir sa fiche, où il est précisé que les aliments présentés étant industriels, ils ne peuvent être comparés à des produits frais ou maison. Béatrice relève les grilles et remplit un document. « J'indique les références du produit, le numéro de lot, la date d'arrivage, etc., et je rédige une synthèse des tests », explique-t-elle. Les résultats sont ensuite envoyés au SPF national (voir encadré). « Quelque

40 produits proviennent des programmes d'aide alimentaire. Nous les testons presque tous : plat de pâtes, emmental, émincé de volaille, riz au lait... Nous les regoûtons même chaque année car, selon les lots, la qualité change », développe Christian de Filippis, directeur régional et responsable de la centrale où, en 2011, ont été stockées pour 6 fédérations départementales 1 285 tonnes de nourriture (produits secs, frais et surgelés), dont 60 à 70% issus des programmes alimentaires. En général, les notes tournent autour de 5 ou 6. « Nous avons rarement des extrêmes dans un sens comme dans l'autre », remarque Béatrice. Pour Angélique en tout cas, l'expérience se révèle positive. « Je ne savais pas que l'aide alimentaire bénéficiait de tests gustatifs. C'est intéressant d'évaluer la qualité des produits que l'on donne à manger aux personnes accueillies. »

Veloutés, émincés, riz au lait..., les produits alimentaires sont testés avant d'être distribués.

Julian Renard



DOSSIER

## Seul le meilleur est donné

Plusieurs procédures permettent de tester la qualité des produits du PEAD et du PNA. Ainsi, en début de campagne, des représentants des associations distribuant l'aide

alimentaire sont invités par FranceAgriMer - établissement national chargé des produits de l'agriculture et de la mer - à effectuer dans ses locaux des tests de

produits transformés. « Selon la note octroyée, certains aliments sont éliminés. Plusieurs critères se combinent : prix, coût du transport, dimensions organoleptique et nutritionnelle. Les produits obtenant la meilleure note globale sont

retenus pour le plan à venir », signale Guirec Derrien, chargé de l'aide alimentaire (PEAD et PNA) au SPF. En cours d'année, FranceAgriMer demande aussi que les fédérations du SPF testent les produits reçus pour connaître l'avis

des bénévoles et des bénéficiaires. Enfin, le SPF tente de diversifier les aliments pour rester en phase avec les besoins des fédérations. « Notamment, complète-t-il, pour toutes les personnes qui ne peuvent pas cuisiner. »

# « Entre budgets réduits et dépenses fixes, l'alimentation devient la variable d'ajustement des ménages les plus pauvres. »

## GÉRARD LE PUIILL

« La crise économique et les politiques d'austérité mises en place en Europe contribuent à augmenter la pauvreté dans l'Union européenne. Contraints par des budgets réduits et devant faire face aux dépenses fixes – logement et énergies –, l'alimentation devient la variable d'ajustement des ménages les plus pauvres. Dans ce contexte, je pense que les personnes ayant besoin d'une aide alimentaire seront de plus en plus nombreuses dans les prochaines années. Il faudrait donc, d'une part, augmenter le pouvoir d'achat et, d'autre part, subventionner les produits de base pour les aider, d'autant que la tendance mondiale indique que le prix des denrées va encore augmenter. Cette croissance est, notamment, due au fait que les surfaces agricoles mondiales sont de plus en plus converties pour produire des agrocarburants. L'Union européenne a d'ailleurs décidé d'introduire 10% d'agrocarburants d'ici à 2020 dans les moteurs. Il faut pourtant retenir qu'en 2008 on a utilisé 18% des plantes sucrières, 9% des graines oléagineuses et 5% des céréales pour produire des agrocarburants dans le monde et que cela a permis de faire rouler 2% seulement des transports terrestres. Si tous les pays venaient à prendre la même décision, il faudrait consacrer 85% des plantes sucrières, 45% des graines à l'huile et 25% des céréales pour faire rouler 10% des véhicules ! Je pense que l'ONU devrait interdire le commerce international

des biocarburants. C'est une urgence pour que les prix alimentaires ne s'envolent pas dans les quinze prochaines années. Par ailleurs, je pense que chaque pays devrait pouvoir mettre en place sa propre souveraineté alimentaire en développant une agriculture à la fois productive et respectueuse de l'environnement. Pourtant, alors que des solutions existent, je suis très inquiet car les bonnes décisions ne sont pas prises par les États. Certains pays d'Afrique et notamment le Sahel, devraient ainsi connaître de grandes famines d'ici peu, d'autant qu'à cause de la sécheresse, les récoltes de sojas et de maïs ne vont pas être bonne cette année. Or, comme ces pays n'ont pas de stocks, les spéculateurs ne vont pas se priver de faire grimper les cours... »

Propos recueillis par Françoise Vlaemynck



Joël Lumien

**Spécialiste des enjeux agricoles et alimentaires, Gérard Le Puill vient de publier *Bientôt nous aurons faim*. Son ouvrage dénonce, notamment, les orientations agricoles européennes « où des politiques irresponsables finissent par mettre en cause la capacité de l'humanité tout entière à se nourrir, y compris dans les pays dits "riches" ».**

### L'aide alimentaire des CCAS/CIAS en pratique

Unccas - 2011 -  
Téléchargeable sur  
[www.unccas.org](http://www.unccas.org)

Dans ce guide, l'Union nationale des centres communaux et intercommunaux d'action sociale détaille le cadre de l'aide alimentaire ainsi que les initiatives conduites dans son réseau : aides à la restauration scolaire, bons, aides en espèces, colis, épicerie et restaurants sociaux, soutien à la gestion budgétaire ou aux associations, dont le Secours populaire.

### L'aide alimentaire au cœur des inégalités

Hugues-Olivier Hubert et Céline Nieuwenhuys,  
*L'Harmattan, 2010 - 17 euros*

En Belgique, 150 000 personnes se nourrissent grâce à l'aide alimentaire. Les sociologues analysent ici les motivations et pratiques en jeu comme les politiques sociales à l'œuvre (niveau des allocations, rapport entre services publics et associations...). La question de la redistribution des richesses est également posée.

### La Faim, pourquoi? Un défi toujours d'actualité

François de Ravignan -  
*La Découverte, 2009 - 10 euros*

Agronome, l'auteur dresse ici un diagnostic de la faim dans le monde et de ses effets sanitaires et économiques, sans oublier les pays du Nord. Soulignant les limites de certaines réponses, dont l'aide alimentaire, il dégage des pistes impliquant des changements radicaux au Nord comme au Sud.

# VU

## Un repas de fête

Le 21 janvier dernier, le Secours populaire de Paris a organisé un repas de fête pour les personnes sans domicile fixe auxquelles les équipes de bénévoles apportent habituellement chaleur et réconfort, lors de leurs maraudes. La veille, une partie d'entre eux s'est affairée aux fourneaux avec l'aide d'André, cuisinier de métier. Ce dernier vient prêter main-forte tous les ans. Il a vécu dans la rue et se souvient du bien que procure de telles fêtes. D'autres bénévoles ont dressé les tables et joliment décoré la salle de fleurs et de ballons.

## Comme au restaurant

Le samedi vers 14 heures, c'est donc dans une véritable salle de restaurant que sont arrivés les convives. Près de cinquante bénévoles, ainsi que la comédienne Chantal Ladesou, étaient là pour les accueillir. Au menu : petit verre de l'amitié, puis saumon fumé en entrée et blanquette de veau. Pas moins. Très vite, les conversations ont été chaleureuses.

## Roi d'un jour

En attendant le dessert, tout le monde s'est levé pour faire des photos souvenir. Profitant de la musique, Huguette et Françoise ont dansé sous les applaudissements des amis réunis. Les galettes ont ensuite fait leur entrée. Commandées, pour la circonstance, chez un boulanger, elles étaient délicieuses. Jean-Pierre a trouvé la fève. Roi d'un jour, il a fait d'une bénévole sa reine. Comme les autres invités, Jean-Pierre est parti le sourire aux lèvres, après avoir passé un de ces moments qui aident à reprendre confiance en soi. ||

*Olivier Vilain*

Reportage photo

Olivier Pasquiers / Le bar Floréal.  
photographie



# La solution de ThyssenKrupp Encasa

un monte-escalier pour ma tranquillité !

## Nos 5 Engagements Qualité

- 50 ans d'expérience
- Garantie fabricant
- Technologie allemande
- Installation rapide
- Techniciens certifiés

ThyssenKrupp Encasa  
La vie en mouvement.

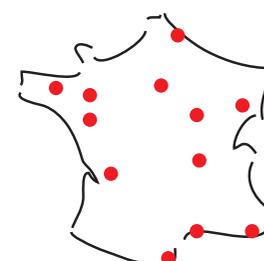


ThyssenKrupp

## Demandez votre documentation et votre devis **GRATUITS**

 **N°Azur 0 810 655 655**

Prix d'un appel local



**Crédit  
d'impôt  
25%**

**VU A LA  
TÉLÉ**

ou renvoyez ce coupon à l'adresse suivante :

ThyssenKrupp Encasa -130-190 boulevard de Verdun - Energy Park, Bat 5 - 92400 Courbevoie

[www.tk-encasa.fr](http://www.tk-encasa.fr)

CODE AVANTAGE CO1202

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Ville : ..... Code Postal : .....

Tél : .....

La loi du 16/01/78 relative à l'informatique et aux libertés  
vous garantit un droit d'accès aux données vous concernant.

## Au boulot !

**SENIORS.** Plus question d'attendre la retraite en pantouflant. Les plus de 60 ans privés de boulot sont obligés, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, de prouver qu'ils en cherchent un sous peine d'être radiés de Pôle emploi. Les droits au dispositif de dispense régressaient progressivement depuis une loi de 2008. Un plan pour l'emploi des seniors avait été créé en 2006. Les résultats sont peu visibles : fin 2011, les plus de 55 ans étaient plus de 800 000 sur les 5 millions d'inscrits à Pôle emploi.

## À la rue

**MAL LOGÉS.** Le Comité de suivi de la mise en œuvre du droit au logement opposable (Dalo) a rendu un rapport très négatif fin 2011. Taux de relogement médiocre, décisions et médiations inefficaces... Nouveauté : depuis le 1<sup>er</sup> janvier, les ménages prioritaires peuvent faire un recours contentieux si on tarde à leur accorder un logement social. Entre-temps, ils ne pourront plus habiter au camping. Le 16 novembre 2011, les députés ont approuvé une loi qui, si elle était promulguée en l'état, pourrait interdire de vivre à l'année dans ce type d'établissement.

**En savoir plus :** <http://www.hclpd.gouv.fr>

# TRIBUNE

Sous prétexte de cultiver des citrouilles, en Alsace, un groupe d'amis collecte depuis plusieurs années pour des associations humanitaires. Ils ont eux-mêmes créé une association locale qui promeut le jardinage et la solidarité.



**Jean-François DOUNIAU**  
président des Planteurs et Amis de la citrouille

## Les Planteurs et Amis de la citrouille

L'association regroupe un noyau dur d'une vingtaine de personnes et peut compter sur une cinquantaine de bénévoles dans les jours fastes. Association locale, elle organise la fête du Printemps et la fête de la Citrouille où elle collecte pour des associations humanitaires.

**Contact :** Les Planteurs et Amis de la citrouille, 11 rue des Raisins 67650 Rosheim  
**Mail :** [jf.douniau@cegetel.net](mailto:jf.douniau@cegetel.net)  
Les dates des fêtes sont sur le site de la ville : <http://www.rosheim.com>

# Nous organisons des fêtes généreuses

Tout a commencé par des fêtes avec la famille et les amis. Nous organisons un concours de la citrouille la plus lourde et nous nous retrouvons pour manger des plats à base de potiron. Nous nous cotisons pour organiser cela. Puis, comme il restait toujours un peu d'argent, nous le remettons à une association humanitaire. Maintenant, nous avons deux fêtes publiques par an : une au printemps – le 29 avril cette année – et l'autre le deuxième dimanche d'octobre. Le bouche-à-oreille fonctionne très bien. L'an dernier, nous avons vendu près de 10 000 plants de citrouilles, de tomates, d'aromatiques... En 2010, nous avions récolté 6 605 euros dont 2 339 ont été remis au Secours populaire du Bas-Rhin.

**Notre travail commence dès le mois de février.** Nous sélectionnons les graines, nous faisons les semis, nous mettons sous serre... Nous ne sommes pas tous jardiniers. Certains participent uniquement pour l'aspect humanitaire de la chose. Au printemps, nous proposons beaucoup de variétés dont certaines oubliées, d'autres revenues à la mode : des tristar bleues à trois lobes, des bonnets turcs, des musquées... Nous avons une cinquantaine de tomates différentes depuis la tomate ananas à la cœur-de-boeuf en passant par la bloody butcher. Nous donnons aussi des conseils pour jardiner de façon respectueuse.

**Pour la fête de la Citrouille,** nous proposons de la gastronomie avec des crumbles, des gâteaux, des soufflés, des soupes. Nous avons même expérimenté une adaptation de la tarte flambée, une spécialité locale. Il y a toujours le concours de la plus grosse citrouille. Une année, nous avons même produit la plus lourde de France avec un spécimen de 283 kilos ! L'idée est restée d'une fête très familiale. Des artistes viennent faire des prestations bénévolement, il y a un concours de citrouilles décorées où le jury est uniquement réservé aux enfants... Ensuite, il faut décider à qui ira l'argent que nous avons récolté. Nous parlons souvent des associations pendant que nous cultivons. À la fin de l'année, nous nous réunissons lors d'un repas et nous faisons des propositions. En plus du SPF, nous avons donné l'an dernier pour une association locale, Atribus, qui prépare des repas, et pour un projet d'école au Népal mené par une jeune femme de la région. Nous restons fidèles à notre devise : « Elle est ronde, elle est généreuse. » **Propos recueillis par Laurent Urfer**



Avec cette tribune proposée à des associations à but humanitaire se dessine un paysage de la solidarité en France et dans le monde.

< Bon à retourner au Secours populaire français  
9-11 rue Froissart  
75140 Paris Cedex 03  
CCP 23 33 S Paris

Si vous déménagez, envoyez à l'adresse ci-dessus votre dernière étiquette-adresse pour éviter toute interruption dans l'envoi de Convergence.

**Convergence**  
Janvier 2012  
Journal du SPF – 9 rue Froissart  
75140 Paris Cedex 03.  
Tél. 01 44 78 21 00.  
Commission paritaire n° 0214H84415. Issn 0293 3292.  
**Impression :**  
IPS Pacy  
**Photogravure :** Panchro  
**Publicité :** Mistral Média  
**Dépôt légal :** janvier 2012.

Ce numéro a été tiré à 272 000 exemplaires.  
**Directeur de la publication :**  
Robert Olivier.  
**Comité de rédaction**  
Gilbert Avril,  
Gisèle Bosquet,  
Philippe Briand,  
Camille Guérin,  
Susana Henriquez,  
Patrick Kamenka,  
Pierre Kneubulher,

Julien Lauprêtre,  
Thierry Mazabraud,  
Ghislaine Povinha,  
Hamid Rezaï,  
Dany Saint-Amans, Guy Scat.  
**Rédaction :**  
Laurent Urfer,  
rédacteur en chef ;  
Hélène Bury,  
rédactrice graphiste ;  
**Révisions :**  
Alexandra de Panafieu

## JE M'ABONNE à Convergence

Je joins un chèque de

- 10 euros (abonnement simple)
- 23 euros (abonnement de soutien)
- autre somme

Nom

Prénom

Adresse

Ville

Code postal

La loi informatique et libertés du 6/1/78 vous permet d'exercer vos droits d'accès, de rectification et de suppression aux données personnelles vous concernant, en vous adressant au siège de notre association qui est la seule destinataire des informations que vous lui adressez.

102000

# ZOOM

## Crise du logement

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la France démarre un énorme chantier. Sous la direction du ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU), créé en 1944, il s'agit de répertorier l'état du bâti et de recréer des villes et des habitations pour les sinistrés. Mais l'idée est aussi d'améliorer

le logement : l'effort de reconstruction s'appuie sur des enquêtes et des études sociologiques dans les quartiers populaires. La photographie fait partie des outils de cette volonté documentaire. Des chantiers comme la cité expérimentale de Noisy-le-Sec, le centre-ville d'Orléans, les travaux du Havre, de Nantes, de Strasbourg, de Tours... sont immortalisés par le service

photo du MRU. La France d'alors est aussi celle des taudis. Henri Salesse, photographe du ministère, la montre à Rouen (comme avec cette photo de la rue de l'Amitié prise en 1951) et au Petit-Quevilly, en Normandie ou au Chambon-Feugerolles, dans la Loire. Ces images contribueront à convaincre de la nécessité de rebâtir avec des exigences modernes. Mais ce fonds est resté peu connu

en dehors de ses utilisations administratives, ses qualités documentaires dissimulant ses qualités artistiques. L'exposition « Photographies à l'œuvre », réalisée par le musée du Jeu de Paume-hors les murs, permet de voir une partie de ces clichés au château de Tours (25 avenue André-Malraux, à Tours. Tél. : 02 47 70 88 46) jusqu'au 20 mai 2012. ■ Laurent Urfer

« Photographies  
à l'œuvre »  
La reconstruction  
des villes françaises



# Le meilleur du BIO au meilleur prix

# Fleurance nature

Vivre nature, être bien

## Notre sélection BIO à partir de 5€ !

### VALÉRIANE - AUBÉPINE - PASSIFLORE BIO

Retrouvez une meilleure qualité de sommeil ! Synergie de 3 plantes qui agissent pour faciliter l'endormissement et passer des nuits calmes et réparatrices.



Pour 1 mois  
60 comprimés  
**13,90€ 5€<sup>50</sup>**

### GELÉE ROYALE BIO

Reconstituant et stimulant de l'état énéral. 1 gélule de gelée royale lyophilisée Bio correspond à 100 mg de gelée royale fraîche.



(prix unitaire catalogue 12,90 €)

Pour 20 jours  
2 boîtes de 50 gélules  
**25,80€ 6€**

### CONCENTRÉ ARTICULATIONS BIO

5 plantes Bio (harpagophytum, curcuma, ortie, cassis et millet) pour soulager, protéger et renforcer vos articulations.



Pour 20 jours  
Flacon de 200 ml  
**13,90€ 5€**

### GINSENG TONIQUE BIO

Retrouvez tonus physique et intellectuel ! Ginseng de qualité Panax CA Meyer dosé à 20 mg de ginsénosides par dose journalière. Complément idéal de la gelée royale.



Pour 1 mois  
60 comprimés  
**14€ 5€**

### CRÈME NUTRITION INTENSE

Soin hautement nutritif à base de Gelée Royale, de karité, d'aloë véra, et d'huiles d'avocat et de jojoba pour protéger la peau du dessèchement.



Pot de 50 ml  
**14,90€ 5€<sup>50</sup>**

### HUILE D'ARGAN BIO

Trésor de beauté régénérant ! Cette huile d'Argan pure du Maroc combat le vieillissement cutané naturel. Véritable ciment cellulaire, elle permet de redonner à la peau tout son éclat.



Flacon à pompe de 50 ml  
**16,90€ 7€<sup>50</sup>**

### CONCENTRÉ CIRCULATION BIO

5 plantes bio (vigne rouge, marc de raisin, marron d'Inde...) réputées pour leurs effets bénéfiques sur la circulation et la tonicité veineuse. Une formule complète pour retrouver une sensation de jambes légères !



Pour 10 jours  
Flacon de 200 ml  
**13,90€ 5€**

### GINKGO BILOBA BIO

Stimulez votre tonus intellectuel et augmentez vos capacités de mémorisation et de concentration grâce aux flavonoïdes contenus dans la feuille de « l'arbre de jeunesse » !



Pour 15 jours  
30 comprimés  
**12,50€ 5€**

### MACA BIO

Pour stimuler les performances physiques et notamment le tonus sexuel. La maca, également appelée « Ginseng péruvien » ou « Ginseng des Andes » convient aussi bien aux hommes qu'aux femmes.



Pour 20 à 30 jours  
60 comprimés  
**12,90€ 5€**

### VOTRE CADEAU Cosmétique BIO



**OFFERT**

### LE SOIN ANTI-ÂGE À LA GELÉE ROYALE

Bourgeons de hêtre, huiles précieuses (avocat, jojoba, amande douce), beurre de karité, extrait de thé vert et vitamine E.

Tube de 40 ml.

Valeur ~~16,90€~~

[www.fleurancenature.fr](http://www.fleurancenature.fr)

### -70% d'économie dans cet exemple

Gelée Royale BIO (x2)	25,80€	6€
+ Ginseng tonique BIO	14€	5€
+ Concentré articulations BIO	13,90€	5€
+ Concentré circulation BIO	13,90€	5€
+ SOIN ANTI-ÂGE COSMÉTIQUE BIO	OFFERT	0€
+ Frais d'envoi (en Colissimo)	5€	0€

soit **21€** seulement !  
au lieu de **72,60€**

05 62 06 14 48 ou @ fleurancenature.fr  
Numéro non surtaxé

Allez sur **CODE AVANTAGE** et tapez votre code 8287

#### Pour commander

#### PAR COURRIER

Fleurance Nature Route de lecture  
B.P. 30 546 - 32505 Fleurance Cedex

#### PAR TÉLÉPHONE

05 62 06 14 48\*

du lundi au vendredi de 8h à 18h  
\*Prix d'un appel local suivant opérateur  
(paiement par CB uniquement)

#### PAR FAX

05 62 06 17 43\*

(paiement par CB uniquement)

#### PAR INTERNET

Paiement sécurisé  
(paiement par CB uniquement)



LE CATALOGUE Fleurance Nature  
(80 pages) sera joint gratuitement à votre colis.

### OFFRE DÉCOUVERTE \*

Cette offre ne vous engage à aucun achat ultérieur

NOM DU PRODUIT	RÉF.	QTÉ	PRIX	TOTAL
Valériane - Aubépine - Passiflore BIO	59 260		5,50 €	
Gelée Royale BIO (x2)	03 560		6 €	
Concentré articulations BIO	17 111		5 €	
Ginseng tonique BIO	14 118		5 €	
Crème nutrition intense	21 145		5,50 €	
Huile d'Argan BIO	24 154		7,50 €	
Concentré circulation BIO	17 114		5 €	
Ginkgo Biloba BIO	59 254		5 €	
Maca BIO	59 273		5 €	

▶ Je reçois mon SOIN ANTI-ÂGE COSMÉTIQUE BIO

OFFERT

Envoi en Colissimo

**GRATUIT**

dès 20€ de commande

- Ma commande atteint 20€, j'économise 5€ de participation aux frais de mise à disposition.  
 Ma commande est inférieure à 20€, j'ajoute 5€ de participation aux frais de mise à disposition.

GRATUIT

TOTAL A RÉGLER

Vous recevrez votre colis dans un délai moyen de 5 jours ouvrés après réception de votre commande et dans un délai limite de 10 jours.

\* Offre découverte valable 1 mois en France métropolitaine, réservée aux nouveaux clients. Vous disposez d'un délai de rétractation de 30 jours pour retourner votre colis. Vos données sont traitées par notre société à des fins de gestion de votre compte client et de prospection. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition pour toute information vous concernant. Nous pouvons être amenés à communiquer votre adresse, sauf opposition de votre part immédiate sur papier libre ou ultérieure par écrit à Fleurance Nature. Pour recevoir votre cadeau sans commander, joignez un chèque de 5 € pour la participation aux frais de mise à disposition. Vous le recevrez dans un délai de 4 mois environ. Les produits composant un lot peuvent être vendus à l'unité par téléphone. La quantité commandée par référence produit ou lot est limitée à 5. Fleurance Nature - S.A.S au capital de 64 318 € - RCS 397 220 104 - 72 B 10. Siège social Route de lecture BP 30 546 - 32 505 Fleurance Cedex - Tél : 05 62 06 14 48.

Mme  Mlle  M (Ecrivez en majuscule SVP) **CODE 8287**

Nom : .....  
Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : .....  
Ville : .....

Avec Fleurance Nature fêtez votre Anniversaire  
Merci de noter votre date de naissance\* : Pour un meilleur service, indiquez votre n° de téléphone\*  
Jour Mois 1 9 Année

Pour un meilleur service et recevoir nos offres PRIVILÈGES :  
Email\* : .....

\* Facultatif. Nous nous engageons à ne pas communiquer ces informations sans votre accord préalable.

JE JOINS MON RÈGLEMENT PAR :

Chèque (à l'ordre de Fleurance Nature)  Carte bancaire :

N° : .....  
Date d'expiration : .....  
Numéro de cryptogramme\* : .....

Signature obligatoire du titulaire : .....

\*Pour valider votre paiement par carte bancaire, merci de noter les 3 derniers chiffres du N° inscrit au dos de votre carte, près de la signature.

satisfait ou remboursé

